

Aéronautique et nucléaire prennent le relais des activités historiques

L'industrie meusienne compte 1 135 établissements et 10 400 emplois. Parmi ses activités historiques, la métallurgie, la mécanique, et surtout l'agro-alimentaire, résistent mieux que le textile et surtout que le bois qui manque de structuration et d'entreprises en aval de la forêt. Le développement de l'aéronautique, des services à l'industrie nucléaire, la fabrication de biocarburant et de leds, sont porteurs d'un certain renouveau industriel pour le département. Plus généralement, l'industrie parfois mal connue et mal aimée, montre sa capacité à se renouveler et à continuer à proposer des opportunités d'emploi.

Émilie Vichard, Chambre de commerce et d'industrie territoriale de la Meuse

Les industries traditionnelles que sont le bois, la métallurgie, la mécanique, et l'agro-alimentaire, sont soumises au contexte international conjuguant concurrence et baisse des prix, mais également aux difficultés conjoncturelles.

En 2013, l'industrie meusienne et ses quelque 1 100 établissements représente encore 10 400 postes, soit un peu plus de 16% des emplois du département.

Mécanique et métallurgie : une forte dépendance mais une forte réactivité

Domaines traditionnels dans la Meuse, la mécanique et la métallurgie représentent une centaine d'entreprises travaillant à la fois dans la fabrication de pièces métalliques, dans l'usinage, ou encore dans la fabrication de matériels de transport. Ces établissements sont les premiers employeurs industriels avec près de 3 600 emplois salariés qui leur sont rattachés.

La mécanique et la métallurgie sont représentées par des grands noms comme Huot à Saint-Mihiel, Realmeca à Clermont-en-Argonne ou plus récemment par Safran à Commercy. Une part importante de ces grands établissements appartient à des groupes comme ArcelorMittal, qui dispose de cinq sites en Meuse, Essilor ou encore Fives Stein.

Néanmoins, un tissu important de petites entreprises continue à œuvrer dans le domaine de la mécanique de précision. Elles ont comme force leur réactivité face

aux demandes de donneurs d'ordre, notamment dans l'automobile. De plus en plus, elles s'ouvrent vers de nouveaux marchés, que ce soit vers Cigéo ou Safran, ou à l'international.

Paradoxalement, alors que le nombre d'emplois décroît peu à peu dans ces activités, l'une des difficultés rencontrées par les entreprises concerne le recrutement : la main-d'œuvre est souvent sollicitée par les départements voire les pays voisins.

Agroalimentaire : une filière qui s'appuie sur la force de l'agriculture meusienne

Avec 250 établissements et près de 2 500 emplois salariés, l'industrie agroalimentaire (IAA) est bien développée dans la Meuse. Elle représente à elle seule près de 4 % de l'emploi total du département, mais 24 % de l'emploi industriel, à égalité avec la métallurgie. Dans une industrie en repli, l'IAA est dans la Meuse, un des rares secteurs où les effectifs progressent légèrement entre 2008 et 2013.

L'IAA représente, en valeur, la part d'exportations la plus forte de l'économie meusienne (29 %), devant les produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier. Elle exporte ses produits notamment vers des pays hors Communauté européenne comme la Chine ou la Russie. Le contexte géopolitique joue alors grandement sur le chiffre d'affaires des entreprises concernées.

L'agroalimentaire meusienne est avant tout constituée de fromageries qui s'inscrivent dans une filière complète avec le lait. Les exploitations agricoles situées en amont procurent le lait aux fromageries via la coopérative agricole. Puis les industries le valorisent sous différentes formes notamment de fromages à pâte molle (Fromageries Bel, RichesMonts, Hutin). Ainsi la Meuse est le premier producteur de brie de Meaux AOC (Fromageries Dongé, Raival, Renard-Gillard).

Certains produits résiduels de la production sont également valorisés sur place grâce à la poudre de sérum (transformation du petit-lait) produite par Lacto Serum France à Verdun.

D'une manière générale, les fromageries sont situées dans des bourgs ou villages, où elles représentent une part importante de l'emploi local, notamment peu qualifié, au point de constituer la quasi-exclusivité de la vie économique locale.

Par ailleurs, les plus grandes de ces fromageries appartiennent à des groupes nationaux ou internationaux (Bel, Hochland, Lactalis, Sodial). Il en résulte une forte dépendance à un centre de décision, siège de l'entreprise ou tête de groupe, extérieur au département.

L'IAA meusienne est également constituée d'autres entreprises, parmi lesquelles les plus importantes sont Bonduelle à Maizey (conditionnement de légumes), Berni à Verdun (charcuterie industrielle) ou encore Atemax (équarisseur) à Charny-sur-Meuse.

1 Établissements industriels selon le secteur d'activité au 31/12/2012

Secteur d'activité	Meuse		Lorraine	
	Nombre	Répartition (%)	Nombre	Répartition (%)
Industries extractives	25	2	179	2
Industrie manufacturière	804	71	8 976	76
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	162	14	1 286	11
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	144	13	1 429	12
Total	1 135	100	11 870	100

Source : Insee, Clap

Enfin, le domaine agricole travaille au développement de nouveaux produits meusiens dans une logique de diversification agricole, qui concourt néanmoins à renforcer le positionnement agroalimentaire de la Meuse.

Cette volonté que l'on peut traduire par une logique de circuits courts n'est cependant pas étendue aux autres produits agricoles.

Bois et textile : une résistance de plus en plus difficile des industries traditionnelles

Alors que le département de la Meuse est couvert pour plus du tiers par la forêt, la filière bois peine à s'organiser.

L'amont dispose de ressources qui trouvent difficilement une valorisation sur place par manque de structuration et d'entreprises en aval. Cependant, une centaine d'établissements travaillent actuellement dans les domaines du bois, du papier et de l'imprimerie, où elles emploient environ 600 salariés.

Il y a quelques années, le problème du secteur concernait les débouchés. La difficulté actuelle porte sur l'approvisionnement. Les scieries meusiennes sont trop petites pour parvenir à capter les bois et les marchés. Les bois leur échappent au profit des pays hors Communauté européenne, telle la Chine, qui traitent et valorisent les bois meusiens.

Alors que l'industrie du bois était une des plus remarquables du département, les fabricants de meubles ont quasiment tous disparu. Ne restent sur le territoire que quelques entreprises positionnées sur des marchés de niche, haut de gamme telles Muller à Abainville, Collinet à Baudignécourt. Dans le domaine du bois, on peut également citer Ober à Longeville-en-Barrois qui travaille dans le panneau décoratif en bois.

Le secteur de Saint-Mihiel a été particulièrement touché par cette vague (difficultés de Pierson) alors que le secteur de Gondrecourt-le-Château éprouve encore des difficultés dues à la période précédente marquée par plusieurs fermetures (Anthea, Meubles Haut-Marnais, Meubles Universal Style, et Geromeubles en 2014).

Le secteur du textile et de la fibre connaît également des difficultés avec la mise en redressement judiciaire de Bergère de

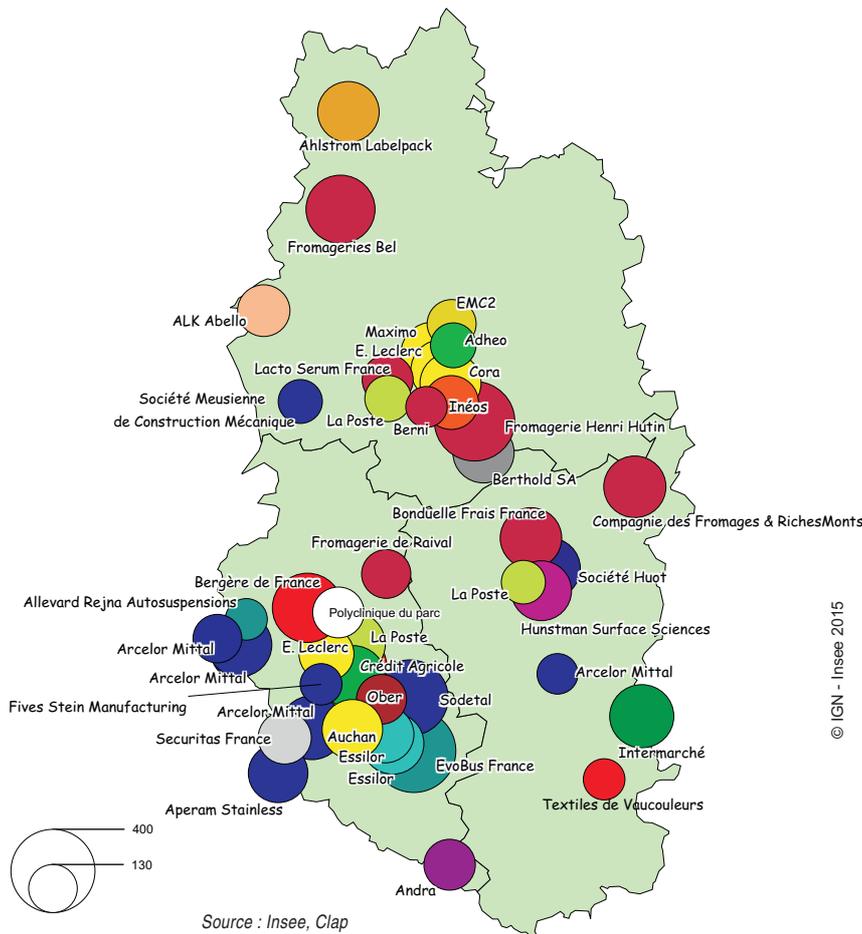
France mais garde néanmoins des activités avec Ahlstrom Labelpack, Atelier Plum-laine ou encore Textiles de Vaucouleurs de taille plus modeste.

Aéronautique : décollage d'une nouvelle filière

Après de nombreuses restructurations liées au départ de militaires, la Meuse redéploie les sites laissés vacants et tente de tirer profit des mesures financières concomitantes.

Ainsi Commercya a pu aménager la zone d'activité de Seugnon pour l'implantation de trois entreprises en lien avec l'aéronautique, Safran, Albany et Concordia Fibers. Près de 450 emplois seront créés pour assurer la production de pièces en matériaux et composites pour les moteurs destinés à équiper les futurs avions d'Airbus, Boeing et Comac. Cette installation permet non seulement d'envisager l'avenir de

2 27 établissements industriels parmi les grands établissements privés meusiens
Établissements de 100 salariés et plus du secteur privé, Meuse au 31 décembre 2012



© IGN - Insee 2015

Syndièse : plateforme de prétraitement de la biomasse

À l'heure où la transition énergétique est au cœur des débats, la plateforme de prétraitement de la biomasse sur la zone interdépartementale de Bure-Saudron pourrait renforcer l'attractivité industrielle de la Meuse.

Soutenu par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), dans le cadre des mesures d'accompagnement de la Meuse et de la Haute-Marne par les acteurs de la filière nucléaire, le projet Syndièse vise à produire du carburant à base de biomasse de bois et non plus de ressources agroalimentaires. Il passe par la construction d'un démonstrateur BtL (Biomass to Liquid) de production de biocarburants de deuxième génération. Une fois la démonstration avérée, une unité de gazéification pourrait voir le jour. À terme, l'objectif est de convertir 75 000 tonnes par an de biomasse sèche issue des ressources locales forestières en biocarburant.

Commercy, mais également des autres entreprises meusiennes en lien avec la mécanique et qui, grâce à Safran, pourraient s'ouvrir les portes de l'aéronautique. D'autres projets sont actuellement à l'étude en lien avec la reconversion de ce site militaire.

Des opportunités d'emploi présentes et futures

L'industrie meusienne compte également d'autres secteurs, dont par exemple la chimie où plusieurs entreprises tirent leur épingle du jeu : ALK-Abello qui produit des désensibilisants à Varennes-en-Argonne ou Huntsman à Han-sur-Meuse.

L'industrie demeure toutefois un secteur mal connu et qui véhicule un ensemble de préjugés quant aux salaires, aux conditions et à l'environnement de travail. Ces préjugés ont entraîné des difficultés de recrutement mais aussi une perception de la présence d'industries parfois inopportunes dans des villes ou à proximité, rendant encore plus complexe l'exercice de leur activité.

Cependant, les industries sont des activités qui demandent de la réactivité, de l'inventivité, qui offrent des emplois de plus en plus qualifiés et qui embauchent toujours dans la Meuse. Il existe notamment des offres non pourvues en soudure et en chaudronnerie. En outre, la pyramide des âges annonce de nombreux départs en retraite d'ici 2020.

Enfin les industries sont également porteuses de projets pour les territoires qui les accueillent et continuent à forger l'identité de la Meuse.

L'implantation de Shenan Group, leader chinois de la production de leds, sur la zone d'activité des Souhesmes non loin de Verdun, en est l'illustration. Elle devrait déboucher sur la création d'une usine de 60 000 m², opérationnelle fin 2016, et employant à terme 200 personnes, et aussi sur un partenariat pour un centre de recherche et développement avec Arelis, à proximité immédiate de la gare Meuse-TGV.

Centre de compétence aéronautique : formation initiale et qualification complémentaire

Safran Aéro Composite (SAC) et Albany Engineered Composites (AEC) se sont installés sur le territoire de Commercy.

Constatant un besoin de ces entreprises en personnes formées dans les domaines de l'aéronautique, le Conseil régional et le lycée Henri-Vogt de Commercy ont déployé un centre de formation aéro-composite. Ce centre a vocation à prodiguer aussi bien de la formation continue que de la formation initiale. Il propose ainsi à la fois un parcours scolaire et une qualification complémentaire pour des demandeurs d'emploi ou des salariés de ce domaine. Il permet en outre à Commercy d'apparaître pleinement dans le projet de Vallée européenne des matériaux, de l'énergie et des procédés.

Une filière de services à l'industrie nucléaire entre Meuse et Haute-Marne

En 1991, l'État a demandé à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) d'étudier la faisabilité du stockage géologique profond des déchets radioactifs de haute activité et de moyenne activité à vie longue (HA-VL et MA-VL). Les déchets HA et MA-VL proviennent principalement du secteur de l'industrie électronucléaire et des activités de recherche associées, ainsi que, dans une moindre part, des activités liées à la Défense nationale.

Après quinze années de recherches sur la faisabilité d'un tel stockage (notamment dans le laboratoire souterrain de Bure depuis 2000), la loi du 28 juin 2006 retient le stockage réversible profond comme solution de gestion pour les déchets HA-VL et MA-VL. Le site à l'étude pour ce futur centre de stockage appelé **Centre industriel de stockage géologique (Cigéo)** est celui de Bure-Saudron, en Meuse et Haute-Marne.

À l'issue du débat public national conduit en 2013 sur le projet Cigéo au cours duquel des sensibilités variées, notamment d'opposition nette, ont été exprimées, le calendrier prévisionnel de mise en œuvre du projet est le suivant :

- 2015 : dépôt de la demande de déclaration d'utilité publique des travaux de construction de Cigéo ;
- 2016 : précision des conditions de réversibilité de Cigéo ;
- 2017 : déclaration d'utilité publique des travaux de construction de Cigéo ;
- 2017 : dépôt de la demande d'autorisation de création de Cigéo ;
- 2017 : début des travaux préparatoires, indispensables à l'implantation de Cigéo : poste de transformation électrique, adduction d'eau, terrassement, clôtures, embranchement ferroviaire... ;
- 2020 : décret d'autorisation de création de Cigéo et début des travaux de creusement de Cigéo ;
- 2025 : lancement de la phase industrielle pilote ;
- Horizon 2030 : début de la phase d'exploitation «classique», pour une durée de 100 ans environ.

Le laboratoire emploie à ce jour environ 380 personnes sur le site de Bure dans la Meuse. Pendant la phase de construction de la première tranche de Cigéo (2020-2025), le chantier emploiera de 1 300 à 2 300 personnes (hors laboratoire) et l'exploitation du centre de stockage (pendant cent ans environ) nécessitera 600 à 1 000 personnes.

Au-delà du Cigéo, c'est toute une filière de services à l'industrie nucléaire qui se met peu à peu en place entre Meuse et Haute-Marne.

Le sud meusien accueille ainsi l'une des deux **plateformes logistiques** regroupant l'ensemble des pièces de rechange du parc nucléaire français. À Velaines, un entrepôt de 48 000 m² regroupe en effet les pièces de moins de dix tonnes et de moins de douze mètres (les autres, plus grandes, se trouvent dans l'Oise). À court terme, cette unité logistique doit s'agrandir, avec une extension de 27 000 m² opérationnelle en 2017.

À cela s'ajoutent les **archives industrielles** d'EDF et d'Areva à Bure et Houdelaincourt, ainsi que la construction prochaine à Saint-Dizier d'une **base de maintenance** de pièces issues du parc nucléaire français.

Afin de répondre aux besoins de ces implantations industrielles récentes ou programmées, l'association **Energic ST52/55** s'est constituée. D'abord auprès d'industriels locaux de Meuse et de Haute-Marne, elle a progressivement grandi pour atteindre 118 adhérents pour 7 500 emplois à fin 2014.

L'association se positionne sur les marchés de l'énergie, hydraulique, nucléaire et thermique. Elle a été labellisée Grappe d'entreprises par la Datar en 2011. Elle permet notamment de renforcer les relations entre les entreprises locales et les donneurs d'ordre de la filière nucléaire (EDF, CEA, Areva, Andra) en accompagnant les entreprises dans l'évolution de leurs compétences. Cette sensibilisation des entreprises est un préalable indispensable à leur positionnement efficace sur ces nouveaux marchés.

